Rencontre des jaurésiens, Villefranche d'Albigeois, 4 octobre 2025.

De Bessoulet à l'Universel.
Comment Jaurès peut-il nous aider à penser les bouleversements actuels du monde ?

Panel 3, 14h-15h30 : « Nouvelles urgences écologistes et féministes… quoi de neuf ? »

Jaurès (1859-1914) est contemporain de l'écologie et de l'environnementalisme. Son époque voit en effet :

- la création de la notion même d' « écologie » par Ernst Haeckel en 1866,
- les travaux d'Arrhenius et sa théorie du réchauffement climatique par le CO2 en 1896,
- ceux de S. Jevons et du problème de l'épuisement du charbon en 1865,
- la naissance de « l'environnementalisme des parcs naturels » aux U.S. (premier parc national à Yellowstone en 1872) et en en France (création de la Série artistique de Fontainebleau en 1861 ; création du Touring Club de France en 1890 ; création de la Société pour la protection des paysages de France en 1901, sous la direction de Sully Prudhomme ; loi sur la Protection des sites et monuments naturels du 21 avril 1906),
- des protestations populaires contre les pollutions (Huelva en 1888, Salsigne dès les années 1900),
- enfin des mouvements d'« écologie profonde » qui prônent un radical retour à la nature et/ou à l'état de nature (Naturiens de Montmartre, c. 1900).

Pourtant, Jaurès ne parle pas, ou peu, de ces phénomènes. Comment l'expliquer ? Faut-il penser, par exemple avec Serge Audier, que Jaurès est un représentant de la pensée « productiviste » qui a mené au désastre environnemental ? N'y a-t-il aucune *réflexivité* chez Jaurès vis-à-vis des effets de la science, des techniques et de l'industrie sur la planète Terre ?

I. Jaurès, l'écologie & la science

Pour répondre à ces questions, il faut tout d'abord commencer par préciser le rapport que Jaurès entretient avec la science. Ses références scientifiques – et sa conception même du rôle de la science dans la société – sont héritées du XVIIIe siècle. Diderot et d'Alembert, Lamarck, Lagrange, Lavoisier, Laplace, Monge, Lacépède, mais surtout Condorcet... ce sont des références qui sont celles des savants républicains, d'une science associée au « progrès », aux Lumières, à la Raison.

Ainsi, selon Jaurès, le « magnifique tableau des progrès indéfinis de l'esprit humain » que dresse Condorcet dans son *Tableau général de la science* publié en 1793, enseigne « que l'humanité ne s'arrêterait pas dans sa marche, que nul ne pouvait marquer la borne où elle se briserait » (« La doctrine saint-simonienne et le socialisme », *La Revue socialiste*, août 1903). De même, Jaurès célèbre le chimiste Marcelin Berthelot en 1901 (« L'esprit libre », *La Petite République*, 28 novembre 1901), en le présentent comme « un continuateur de la grande tradition des savants français du XVIIIe siècle », voire comme l'expression de « tout un aspect du génie de la France ». De toute manière, écrit Jaurès, « la science est naturellement républicaine » (*Histoire socialiste de la Révolution française*, t. 4, éd. 2015, p. 416).

Enfin, dans l'éducation laïque, les instituteurs doivent enseigner aux enfants les « grands traits de l'espèce humaine domptant peu à peu les brutalités de la nature et les brutalités de l'instant, qu'ils démêlent les éléments principaux de cette œuvre extraordinaire qui s'appelle la civilisation » (« Aux instituteurs et institutrices », *La Dépêche*, 15 janvier 1888).

I.A. La confiance dans le progrès

De façon générale, on peut donc dire – avec Anne Rasmussen – que Jaurès partage avec les hommes de son temps une réelle **confiance dans le progrès**, dans la science, la raison, et les scientifiques. Par exemple, dans son éloge à Berthelot, il écrit :

> « La science est grande quand elle soumet, sans partialité et sans trouble, la destinée individuelle de l'homme à de claires et fermes méthodes d'analyse et de calcul. (…) ce qui fait l'excellence de la science, ce qui fait qu'elle éliminera les religions et les dogmes, c'est d'abord parce qu'elle réserve en effet la liberté infinie de l'esprit toujours attentif aux avertissements des choses (…). La science (…) se confond avec l'univers, éternelle et changeante comme lui. Et par la science agrandie, c'est la lumière du XVIIIe siècle qui ira s'élargissant sur le monde (…) ».

Cette confiance prend d'ailleurs parfois des tours surprenants, comme par exemple dans l'article que rédige Jaurès au lendemain du naufrage du Titanic dans l'*Humanité* :

> « C'est (…) une grande victoire de la pensée humaine d'avoir lancé sur les mers des monstres de métal comme le *Titanic*. Et quoique les navires appelés par la télégraphie sans fil au secours du Léviathan blessé soient arrivés trop tard, c'est une magie, la magie de la science, la magie de la pensée, de pouvoir ainsi jeter à l'espace de muets appels de détresse (…).
> Ah ! oui, malgré toutes les forces de la science, l'homme ne domptera jamais toutes les chances mauvaises, comme il ne lui suffira pas d'enchaîner les formules aux formules pour toucher le fond du mystère. Mais la gloire de l'homme est de poursuivre sans peur, jusqu'à l'infini, la conquête des choses. Il en pénétrera d'autant mieux l'âme profonde et le secret intérieur qu'il en aura mieux saisi les rapports. **Discréditer la science ou la chicaner, ce n'est pas exalter les facultés mystiques de l'âme, c'est les appauvrir** au contraire et les égarer. **La foi dans la raison**, le besoin de la pensée claire, sont **une partie nécessaire** de cette action que les prétendus interprètes des nouvelles générations confondraient volontiers avec l'abdication de l'intelligence. Les défaites passagères ne sont qu'une excitation tragique à redoubler d'efforts (…). Et du gouffre même où le *Titanic* a sombré monte vers l'avenir une rumeur sublime de courage, d'espérance et de pensée[1]. »

I.B. Reconnaître l'incertitude de la science

Cette confiance générale dans le progrès fait que, paradoxalement, Jaurès n'entre pas dans le détail du débat scientifique, des controverses. Jaurès est avant homme d'humanités – langues anciennes, lettres, philosophie, histoire. **Toutefois, il sait aussi reconnaître l'incertitude de la science**. Ainsi, lorsque surviennent les terribles crues de la Seine à l'hiver 1910, il écrit :

> « Cette brusque agression de la nature, déjouant par la soudaineté et la violence de son assaut **les calculs encore incertains de la science incomplète** (…) c'est vraiment une poignante épreuve[2]. »

Ou encore, à la suite d'une série de catastrophes techniques à l'été 1910 :

> « **Quelle terrible suite de catastrophes !** Des aviateurs sont précipités et broyés ; les marins du *Pluviôse* sont ensevelis dans l'océan ; et, sur la voie ferrée de Paris à Versailles, un accident effroyable et inexplicable multiplie soudain les deuils, la mort, la folie. **Dans tous les éléments où l'homme déploie son action (…), il se heurte à de subites et formidables épreuves.**
> **Par la science, il dépasse la nature ; mais il est dépassé lui-même par ses propres inventions…** elles exigent de lui, pour le maniement des mécanismes compliqués, des vitesses accrues, des **équilibres incertains**, une sûreté impeccable de main et de pensée, une présence d'esprit continue, une infaillibilité de toute minute, où la race humaine si sublime et si faible ne peut atteindre. Et c'est une merveille que, dans l'essor tumultueux des inventions et des entreprises, les accidents ne soient pas plus fréquents encore. **Les hommes modernes sont surmenés de travail, affolés de mouvement, dévorés de fièvre, et il suffit que leur pensée soit distraite une seconde ou que leur main vacille pour qu'ils déchaînent en désastre les forces de la nature que tout à l'heure ils gouvernaient comme des dieux.**
> Après tout, c'est l'honneur de l'homme qu'il se hausse sans cesse à de dangereuses nouveautés. Il ne peut progresser sans risque et monter sans péril. Révolutions de sciences, révolutions de justice, il n'y a pas de conquête humaine qui n'ait sa triste rançon de douleurs et de catastrophes. Mais l'homme ne se rebutera pas et il tentera les plus hautes cimes au risque d'y être souvent foudroyé[3]. »

---

1 « Triomphe et revers », *L'Humanité*, 17 avril 1912.

2 « Contre le sinistre », *L'Humanité*, 27 janvier 1910. Il poursuit : « Hélas ! les fatalités de la nature évoquent dans l'esprit qui se souvient les fatalités de l'histoire. Toutes les tragédies, celles des choses et celles des hommes, ont un même visage. Ce sont des sœurs au sombre regard, à la démarche solennelle et accablante. Quand donc les hommes, si misérablement divisés, et qui dispersent si stupidement leurs efforts, sauront-ils s'unir par la justice pour conjurer de toutes leurs forces les menaces qui les environnent ? ».

3 « Débordés », *L'Humanité*, 20 juin 1910.

I.C. Le rôle de l'organisation sociale dans l'incertitude technique

Or, l'incertitude scientifique n'est pas une caractéristique fondamentale, car elle est aidée par des facteurs humains. Et parmi ces facteurs humains figurent en première place l'**organisation sociale**. En effet, selon Jaurès, **c'est le régime capitaliste, celui de la propriété privée, qui, en accaparant la science à son profit, aggrave son incertitude.** Par exemple, suite à la terrible catastrophe de Courrières le 10 mars 1906, il intervient à l'Assemblée pour attaquer vigoureusement les sociétés anonymes qui exploitent les mines. Il déclare :

> « Nous avons le droit de le répéter après de pareilles catastrophes, sans que personne puisse voir là une parole vaine : **la science n'a pas supprimé toutes les causes de péril, qui se trouvent aggravées par la négligence et l'imprévoyance des hommes**. Les ouvriers mineurs qui jouent leur vie tous les jours au travail ont le droit d'exiger qu'aux fatalités de la nature, qu'au péril qui se dégage des choses mêmes, ne s'ajoute pas le péril résultant de l'imprévoyance des hommes[4]. »

Cette imbrication des facteurs naturels et de la responsabilité humaine se retrouve encore dans l'analyse des crues de la Seine de l'hiver 1910. Il écrit en effet dans *La Dépêche* en février 1910 :

> « Quand Paris aura échappé à l'étreinte de la Seine (…), la question se posera nécessairement : **Quelle est donc la cause du désastre, et comment en prévenir le retour ? Il est certain, dès maintenant, qu'à l'action des causes naturelles s'est ajoutée celle des causes sociales et humaines.**
> Il serait excessif sans doute d'attribuer au seul effet du déboisement l'inondation qui a désolé les bords de la Seine. La région de la Seine est encore, dans l'ensemble, une des régions les plus boisées de France (…). De plus, il y a eu une crue au moins aussi forte que celle-ci au beau milieu du XVIIe siècle, c'est-à-dire à une époque où les forêts n'avaient pas été ravagées encore par le développement de la civilisation industrielle et de ces usines à feu dont les cahiers de la Révolution française dénoncent, surtout dans l'Est, la puissance dévorante.
> Aussi il paraît bien que même un reboisement énergique ne suffirait pas à prévenir le désastre : mais il est infiniment probable que les chances funestes seraient par-là diminuées. En fait, les crues dévastatrices sont devenues plus fréquentes dans la vallée de la Seine depuis que les forêts ont subi une atteinte qui, pour être moins grave que dans d'autres régions, a été sérieuse cependant. Il sera de salut public d'installer, au besoin par la nationalisation des grandes forêts, comme l'a fait l'Allemagne, un vigoureux régime forestier qui protège les bois contre les déprédations et le gaspillage.
> Mais il y a d'autres causes du fléau. Les progrès mêmes de l'industrie humaine ont contribué à l'aggraver. Presque partout le fleuve a été plus fortement endigué que jadis : les eaux ne pouvant s'étaler montent plus vite, et comme on n'a pas pris la précaution d'ouvrir des canaux de dérivation qui permettent de régler un peu le cours, le régime du fleuve est devenu plus violent. (…)
> Mais surtout les désastres dans Paris et sa banlieue ont été déterminés beaucoup moins par l'effet immédiat de l'inondation que par le creusement extraordinaire dans tout le sous-sol de la capitale : égouts, conduites de gaz et d'électricité, Métropolitain, c'est tout un réseau de carrières, de voies souterraines, où l'eau montante du fleuve a reflué, noyant les machines génératrices de force et de lumière, inondant les caves, bouillonnant par tous les orifices jusque sous les arcades de la rue de Rivoli (…).
> **Ce n'est donc pas par le seul effet brut des forces naturelles indomptées, c'est par l'effet du travail de l'homme**, c'est par le contrecoup d'entreprises sociales, que des immeubles s'effondrent, que des mobiliers sont emportés ou gâtés, que des milliers et des milliers de travailleurs sont privés de gîte (…).
> Ne voit-on pas comment de plus en plus **toutes les destinées humaines sont enchevêtrées**, comment l'action totale de la société retentit sur la vie individuelle de milliers et de milliers d'hommes ? **La vie moderne a enserré toute existence humaine d'un réseau si vaste et si serré, tout à la fois d'influences sociales, que le sort de chacun est à tout moment modifié par l'action de tous[5].** »

Par conséquent, si le risque – naturel ou technologique – est un résultat de l'organisation sociale, il n'est pas une fatalité. En cela, Jaurès est bien un élève de Voltaire et de son *Poème sur le désastre de Lisbonne* (1755). Certes, il y aura *toujours* une part de fatalité dans les catastrophes – c'est ce qu'il dit dans l'article « Justice », *L'Humanité*, le 11 mars 1906, à propos de Courrières –, mais le rôle de l'humanité est précisément de lutter contre celle-ci. Il faut, en d'autres termes, **socialiser** et **séculariser le risque**, le *dé-fataliser,* en avoir une approche rationnelle qui implique de prendre en

4 Discours à l'Assemblée après Courrières, le 3 avril 1906 (*JORF*, p. 1639-1640).

5 « La vie collective », *La Dépêche*, 5 février 1910.

compte le rôle et l'impact de l'organisation sociale sur la survenue des accidents et catastrophes — mais aussi de **reconnaître les responsabilités humaines et sociales** dans leur survenue, afin d'œuvrer à davantage de justice sociale.

II. Jaurès et l'abondance

Cette confiance dans la science et dans le progrès technique a des conséquences décisives sur la façon dont Jaurès perçoit le problème de la production industrielle. En effet, **la confiance de Jaurès dans le progrès le conduit, en bon lecteur de Marx, à prôner le développement continu des forces productives.** Or, cet engouement pour la production a pu conduire certains auteurs récents à faire du socialisme de Jaurès un « hymne à la productivité bourgeoise », et à en faire un représentant du « productivisme » responsable de la crise environnementale globale contemporaine (Audier). Mais **pour réellement comprendre le rapport de Jaurès à la production, il faut le replacer dans le contexte des débats intellectuels et théoriques socialistes de la fin du XIXe siècle autour de l'abondance**.

À la fin du XIXe siècle, les discussions philosophiques sur l'état de nature, idéalisé par Rousseau, connaissent un regain d'inttérêt. le développement des recherches archéologiques et ethnologiques sur les sociétés primitives alimentent toute une passion pour la **préhistoire**, qui se retrouve notamment chez les anarchistes des années 1890 (chez les naturiens certes, mais aussi chez d'autres : cf. par exemple les « Pages de sociologie préhistorique » d'Élisée Reclus publiées en 1898 dans *L'Humanité nouvelle*, un excellent texte !). On voit également poindre cet intérêt dans la peinture postimpressionniste et pointilliste de cette époque, chez des artistes influencés par l'anarchisme (par exemple : *Au temps d'harmonie* de Paul Signac, 1895 ; ou Georges Seurat). Plus globalement, il y a toute une littérature critique sur les villes « tentaculaires » (Émile Verhaeren), sur la dégénérescence qu'elles suscitent (cf. le concept d'*entartung* de Max Nordau), et des pratiques de « retour à la nature » (*Lebensreform* et *Wandervögel* en Allemagne, *Heimatschütz* en Suisse, mais aussi ruralisme socialiste en Allemagne et en Angleterre – cf. P. C. Gould).

II.A. Jaurès, Rousseau, et l'état de nature

Dans ce contexte, Jaurès engage un débat avec les philosophies du XVIIIe siècle sur l'état de nature, et tout particulièrement avec Rousseau. Ainsi, dans certains textes ou discours, on le voit opposer le « communisme primitif » défendu par les anarchistes au socialisme qu'il défend, lequel est pleinement ancré dans la société industrielle, et en propose non pas la *négation* mais le *dépassement.* Par exemple, en 1893, à propos de l'anarchisme, il écrit :

> « **Voilà la conception philosophique et sociale de l'anarchisme théorique**. (…) il faut (…) que les moyens de consommation et de jouissance soient (…) à la disposition de tout individu ; et il faut qu'ils soient assez abondants pour que les fantaisies de chaque individu puissent être rassasiées sans dommage pour les autres. Ce n'est plus le collectivisme qui ne socialise que les moyens de production et qui mesure la puissance de consommation de chacun par la quantité de travail fournie par lui. **C'est** (…) **un communisme dans lequel la puissance de la production serait telle que l'humanité, rien que par le travail volontaire, produirait surabondamment pour tous les besoins de tous les organismes humains.**
> Ainsi, toute occasion de lutte serait supprimée entre les hommes, et le péché disparaîtrait, car toute tentation de péché aurait disparu. **C'est le Paradis avec son innocence et son abondance**, avec son innocence résultant de son abondance : mais le paradis non plus concédé à l'homme par un don précaire de Dieu ou un sourire fugitif de la nature, mais créé par l'homme même, par la solidarité humaine d'où jaillirait avec une inépuisable richesse, une inépuisable liberté[6]. »

Cette conception est réaffirmée dans un article de la *Petite République* de 1895, où il rappelle à ses lecteurs ce qu'est la « tradition socialiste ». Selon lui,

6 « L'anarchisme », *La Petite République*, 31 décembre 1893.

> « {Les écrivains du XVIIIe siècle} redoutaient, pour l'égalité, pour la démocratie, le développement des grands capitaux, des grandes entreprises. Dès lors, ils étaient obligés de conseiller ou même d'imposer à l'humanité, avec une production médiocre, une consommation médiocre ; et **en prêchant aux hommes je ne sais quel idyllique retour à l'état de nature, ils prêchaient en réalité l'abdication en face de la nature**.
> **Nous, nous voulons au contraire que l'humanité la domine, et par une production organisée et rationnelle, infiniment plus intense que celle d'aujourd'hui avec un moindre effort de chacun, arrache à l'univers de prodigieuses puissances de joie**. Ce n'est point dans l'arrêt et le morcellement rétrograde de la production (…) qu'est pour nous le salut : il est au contraire dans le prodigieux développement de richesse qui suivra **l'organisation communautaire du travail** et qui permettra le grand et noble luxe collectif et individuel[7]. »

Jaurès oppose donc, à l'anarcho-primitivisme, un socialisme de l'abondance, *qui permettra in fine de parvenir à l'abondance réelle, au réel état de nature*. Par exemple, dans un passage des très célèbres articles de la *Revue socialiste*, parus en 1896, et consacrés à la société socialiste du futur, il écrit :

> « … depuis que la pensée socialiste se développe, le problème de la production a été au premier plan, et ce qu'on peut reprocher au socialisme, c'est bien moins d'avoir négligé ce problème que d'avoir cru trop facilement, et avec une sorte de surabondance utopique, à la prodigieuse croissance de la production par la seule vertu d'une nouvelle formule sociale.
> Je sais bien qu'un de nos ancêtres français, Babeuf, a conçu une sorte de communisme très réglementé, et très spartiate où la tempérance et le rationnement semblent parfois tenir lieu de richesse. C'est comme un dernier legs de la pensée de Rousseau. (…)
> (…) dans la pensée même de Rousseau (…) il y a un germe merveilleux de civilisation. Ce qui, selon lui, fait la beauté du contrat social, c'est qu'il restitue à l'homme, avec des garanties nouvelles, la primitive liberté de l'état de nature. Il ne me déplairait point de pousser en ce sens la pensée de Rousseau et, de même qu'il faut un prodigieux mécanisme social pour que l'homme civilisé se meuve en pleine civilisation avec autant de liberté que l'homme de nature en pleine nature ; de même, pour donner aux hommes d'aujourd'hui, à tous les hommes, avec les joies nouvelles de la pensée et de l'art, les joies premières d'un libre et familier contact avec la nature, avec la lumière et l'espace, avec l'air, la terre et les eaux ; il faudra un prodigieux mécanisme de richesse ; et, en ce sens, qui fut vraiment celui de la pensée de Rousseau, aux heures les plus hautes, **retrouver la nature sera le suprême effort de la civilisation et du socialisme[8].**

II.B. Jaurès, l'abondance capitaliste et le machinisme

Cette quête de l'abondance, de richesses, accessibles au plus grand nombre, interroge alors **le rapport de Jaurès à la production industrielle capitaliste.** En effet, il est tout à fait évident que Jaurès se montre **admiratif** devant les capacités de production acquises grâce à la modernité technocapitaliste. Par exemple, dans *L'Armée nouvelle*, il écrit :

> « De la science et du travail, le capitalisme emprunte la force. (…) il aspire à se confondre avec la science. Il veut en devenir la réalisation vivante. Il guette toutes les nouvelles idées pour les appliquer, pour les adapter. Et c'est bien pour en faire matière à profit. Mais ce profit est d'autant plus étendu que l'application est plus ingénieuse, plus rapide et plus vaste. Plus il multiplie les effets de l'invention, plus il la rend accessible aux masses, plus aussi son bénéfice s'élargit[9]. »

Mais en réalité, le capitalisme ne produit qu'une vision fausse de l'abondance. Derrière la production à grande échelle de produits bon marché, il y a en réalité un véritable règne de la « nécessité », un règne de la « rareté » — qui, de surcroît, extirpe des travailleurs toute leur énergie vitale. Ainsi, selon Jaurès, **la véritable abondance ne peut être atteint que par le communisme**, c'est-à-dire **par la socialisation des forces scientifiques et techniques.** Selon lui, il existe chez tous les socialistes

7 « Tradition socialiste », *La Petite République*, 1895.

8 « La production socialiste », *La Revue socialiste*, mai 1896. Il poursuit : Mais à peine la société avait-elle échappé à la période tragique de la Révolution (…) que les grands esprits du socialisme proclamaient la nécessité d'une réorganisation totale, qui multiplierait à l'infini la richesse. La vertu de l'harmonie, de l'association, de la combinaison habile des forces et des intérêts, était telle pour eux que l'homme allait devenir le maître de la nature et une sorte de créateur jouant avec sa toute-puissance. (*Fourier, Saint-Simon*).

9 Cité in : S. Audier, chap. ?

> « la même espérance complète, le même rêve complet (…) {celui d'}**une doctrine qui prétend organiser et exalter au profit de l'homme toutes les forces de la nature.** (…) {*de sorte que*} **L'ordre socialiste aura besoin d'une production plus intense que l'ordre capitaliste**[10]**.** »

Mais, se hâte-t-il d'ajouter, « Comment l'obtiendra-t-il ? » En effet, *que faire* des outils de production légués par le capitalisme, de ces immenses forces productives, scientifiques et techniques ? Et comment les réemployer pour parvenir à l'abondance communiste ? Ces questions le conduisent à interroger le problème du **machinisme.** À ce titre, il reconnaît que le progrès technique dont il est le contemporain crée de la douleur (accidents du travail, catastrophes) et de la misère (chômage, déqualification). Mais, comme Marx, Jaurès fustige le fixisme, ou ce qu'il voit comme de la technophobie. **Selon lui, les machines dépendent de l'usage que l'on en fait, et cet usage dépend de l'organisation sociale.** Ainsi, dans son article sur la production en régime socialiste, il écrit :

> « (…) la puissance du **machinisme** est telle que tous les hommes savent et conviennent qu'appliquée avec ensemble et méthode, et développée par un énergique parti pris social, elle peut accroître infiniment la productivité du travail humain.
> (…){*Certes*}, **aujourd'hui, toute invention nouvelle est meurtrière pour quelques-uns, elle n'est un progrès que pour l'avenir ; dans le présent elle crée misère et douleur**. (…) {Mais} **Dans l'ordre socialiste, cette résistance sourde au progrès technique sera remplacée par l'universelle et incessante collaboration de tous** au progrès bienfaisant de tous. Et, pour la première fois, il sera vrai de dire que l'humanité progresse. Jusqu'ici, elle subissait le progrès presque autant qu'elle le faisait : triomphe pour une classe, il était défait pour l'autre ; deuil et joie, ombre et lumière, résistance et élan. Désormais, c'est bien l'humanité qui le voudra, qui le portera en elle comme une espérance passionnée, et qui le développera en tous sens par un libre et unanime effort. (…)
> **La révolution sociale** sera, en même temps qu'une révolution de justice, une révolution de richesse ; elle **accroîtra prodigieusement la puissance de l'homme sur la nature et la vie**[11]. »

À ce moment-là, les problèmes posés par le machinisme sont tout à fait visibles chez les allumettiers d'Aubervilliers ou chez les mégissiers de Graulhet – Jaurès les mentionne d'ailleurs[12]. cf. article Jarrige. Mais là où l'application des sciences et des techniques modernes lui paraît la plus digne d'intérêt, c'est dans le secteur **agricole**. Ainsi, dans un discours prononcé à la Chambre des députés les 10, 20 juin et 3 juillet 1897 sur la crise agricole que traverse alors la France, sur ses causes et ses remèdes (retranscrit dans la *Petite République*), il déclare :

> « Si {*les machines agricoles*} ne suppriment pas la main-d'œuvre dans la même proportion que les machines industrielles, **tous les progrès du machinisme agricole se sont traduits** forcément, c'est l'essence même des choses, **par un recul de la main-d'œuvre paysanne**.
> Les faucheuses mécaniques suppriment (…) six à sept salariés. Les batteuses mécaniques, qui ont été un si grand progrès, ont eu cet effet, dans beaucoup de nos régions à blé, de supprimer pendant les mois d'hiver le travail des batteurs en grange. Il n'y a pas une seule partie de la production agricole dans laquelle la machine n'ait arraché aux cultivateurs une partie de la main d'œuvre.
> {Toutefois}'**Qu'ils n'y ait pas de malentendu. Je ne voudrais pas que la constatation que nous faisons pût apparaître comme une condamnation de la machine. Nous ne condamnons pas le progrès technique ; les**

---

10 « La production socialiste », *La Revue socialiste*, mai 1896. Il poursuit : D'abord, par la suppression des obstacles que le régime capitaliste lui-même oppose à la production. Ils sont multiples. En premier lieu, le vice même de la répartition capitaliste paralyse la production. Les salariés (…) ne reçoivent qu'une faible part du produit de leur travail (…) ; ils n'ont donc ni les conditions nécessaires de bien-être, c'est-à-dire de santé et d'activité, ni la sécurité d'esprit et d'initiative. Par là le régime capitaliste diminue l'énergie physique, intellectuelle et morale des producteurs (…), il appauvrit la source vive de toute production : l'énergie humaine (…). »

11 « La production socialiste », *La Revue socialiste*, mai 1896.

12 *Ibid. :* « De là, inévitablement, la résistance des intérêts blessés ; les ouvriers allumettiers résistent à la merveilleuse et terrible machine qui ne les sauve du poison qu'en les menaçant de la faim ; les ouvriers mégissiers de Graulhet résistent à la machine qui expropriera les ouvriers de leur travail et les petits patrons de leur industrie. Et l'on voit des patrons profiter d'une grève, ou même la provoquer sournoisement, pour introduire la machine nouvelle, grève forcée des bras. »

> **paysans socialistes savent bien que la machine elle-même sera une libératrice lorsqu'elle aura été délivrée du joug du capital et de la grande propriété terrienne**[13]. »

Voir aussi : « La houille et le blé », *La Petite République*, 1901

Même chose à propos des **mines** : certes, la mine tue, mais Jaurès ne condamne pas pour autant l'extraction charbonnière. Ce qu'il condamne, c'est le mode d'exploitation capitaliste des ressources souterraines, qui aggrave l'insécurité. Dès lors, ce que réclame Jaurès, c'est le changement des modes de propriété : c'est l'abandon de la propriété privée, la socialisation des moyens de production – et en ce cas précis la nationalisation des mines, réclamée depuis 1894, et réaffirmée au lendemain de Courrières. Ainsi, dans son intervention à l'Assemblée du 3 avril 1906, il déclare :

> « Si vous voulez atteindre la véritable responsabilité, si vous voulez donner à tous ceux qui ont la propriété des mines un nécessaire avertissement (…) c'est surtout la responsabilité collective, impersonnelle, de ces vastes assemblées d'actionnaires qui ne demandant à leurs représentants à la mine que le maximum de dividende, sans se préoccuper des conditions de sécurité. cette responsabilité, qui est la responsabilité essentielle (…) comment la ferez-vous apparaître et quelle sanction pourrez-vous lui appliquer ? (…)
> Il n'y a qu'une seule sanction, c'est de leur apprendre que, lorsqu'elles ont manqué, par appétit du lucre, aux soucis et aux obligations élémentaires d'humanité, quand elles ont, pendant des années, fermé l'oreille aux avertissements que vous leur prodiguiez, quand elles ont ainsi créé elles-mêmes les conditions de mort, elles sont devenues incapables de gérer, incapables d'administrer le domaine que la nation leur a remis et que c'est la nation elle-même qui doit reprendre en mains la gestion, l'administration de ce domaine[14]. »

Il écrit :

> « Pour que la machine ne soit pas équivoque, pour qu'elle ne soit pas une puissance de mal en même temps qu'une puissance de bien, pour que les crises de progrès ne soient pas en même temps des crises de chômage et de misère, **il faut que les travailleurs groupés puissent entrer, sous le contrôle de la nation, en possession de l'immense outillage mécanique**[15]**.** »

II.C. Les usages sociaux de la science

Au total, la conclusion à laquelle aboutit Jaurès est que la science et les techniques dépendent de l'organisation sociale et de leurs usages sociaux : la science est mauvaise en régime capitaliste, mais elle peut être bonne en régime socialiste[16]. Dès lors, pour être vertueux, le progrès technique doit donc être associé à la réforme politique et sociale. Comme il l'écrit dans l'article « Science et socialisme » en 1898 :

> « … si nous n'y mettons bon ordre, les inventions les plus admirables, les plus fécondes, continueront à être exploitées par une minorité de possédants privilégiés, d'autant plus redoutables qu'ils seront armés de forces scientifiques plus parfaites. Renan, dans un de ses dialogues philosophiques, avait entrevu cette effrayante concentration des puissances de mort et de vie de la science au profit d'une minorité superbe fixant à son gré le déclin de la planète et de l'humanité. Non, **il ne suffira pas que la science progresse pour que la justice soit. Elle ne fera qu'ajouter à la force du capitalisme si nous ne renversons pas le capitalisme.** Il faut que l'action des hommes écarte les institutions du passé pour permettre à des institutions nouvelles de tourner au profit de tous les forces créatrices que la science accumule[17]. »

Il n'y a donc pas, comme on le verra apparaître dans les années 1970 chez Ivan Illich, une critique fondamentale du principe de *neutralité de la science et de la technique*. Mais il y a une critique des *usages sociaux de la science et des techniques*. Ainsi, pour Jaurès, le péril suprême est celui de

---

13 Cité in : F. Jarrige, *Technocritiques*, chap. 6.
14 *Ibid.*
15 « Les préjugés », *La Dépêche*, 31 août 1891.
16 C'est ce que disent au même moment la CGT, Sorel et Lénine à propos du taylorisme.
17 « Science et socialisme », *La Lanterne*, 20 mars 1898.

l'utilisation militaire de la science et des technologies. Par exemple, toujours dans l'article « Débordés », *L'Humanité*, 20 juin 1910, il écrit :

> « Mais du moins, puisque {l}a force {de l'homme} suffit à peine aux problèmes nouveaux que suscite sans cesse son audace (…) qu'il ne disperse pas son attention. **Le démon de la guerre et le dieu de la science se font l'un et l'autre plus exigeants tous les jours.** Il ne peut plus les servir tous les deux à la fois. Il faut qu'il garde ses ressources de pensée comme toutes ses ressources d'argent pour assurer (…) le progrès des mécanismes nouveaux que crée la science**. Une société qui se dépense à organiser des moyens compliqués de détruire ne peut plus contrôler et ajuster avec une suffisante précision les forces** nouvelles, bienfaisantes et redoutables **que met à son service la science incessamment agrandie**. Elle surmène les cerveaux et les appareils ; et il faut bien que, tendues par une double fièvre, les artères se rompent çà et là.
> Plus l'essor de la vie moderne sera hardi, plus il faudra qu'elle assure son équilibre par un sage aménagement de ses forces. L'homme, quand il monte, s'expose à réveiller la foudre qui dormait dans les nuées ; que sera-ce si, dans cette sublime et périlleuse entreprise, l'homme est occupé à se garer de l'homme et s'il perd à surveiller ou à frapper son frère la moitié de son temps, de ses ressources et de sa pensée ? »

Au total, chez Jaurès : ébauche d'une *modernité socialiste*, alternative à la modernité industrielle et capitaliste. Toutefois, la promesse d'abondance chez Jaurès (et plus généralement dans le socialisme) ne remet nullement en cause (ou ne règle pas) le problème de la finitude terrestre. Jaurès propose une autre modernité, mais qui reste prisonnière du *social*, et ne pense pas les *fondements matériels, terrestres*, sur lesquels se construit cette modernité. cf. Charbonnier ?

III. Jaurès, les risques industriels et le contrôle des travailleurs

Cette conception des enjeux propres au développement scientifique et technique en régime capitaliste pose néanmoins une question : faut-il attendre l'avènement futur du communisme pour parvenir à l'abondance, et éradiquer les souffrance causées par le machinisme ? Pour Jaurès, la réponse est non. Selon lui, les travailleurs peuvent d'ores et déjà s'organiser en régime capitaliste, et implémenter des moyens de contrôle de la production, des sciences, des techniques et du travail. À ce titre, l'une de ses réalisations majeures est le combat parlementaire pour la mise en place des **délégués mineurs à la sécurité**, mené au tout début de sa vie politique, en 1887-1890.

Jean Jaurès est élu député du Tarn pour la première fois de sa vie le 4 octobre 1885, à l'âge de 26 ans. Il connaît un peu les ouvriers du département : ceux de Carmaux, devant lesquels il prononce son premier discours politique le 28 juin 1885, ceux de Graulhet. En 1886, il est nommé membre de la Commission des mines, et assiste au congrès de la Fédération nationale des mineurs de France à Saint-Étienne le 6 janvier, aux côtés de Rondet et Basly. Ce rôle détermine son engagement dans le projet de loi sur les délégués mineurs, déposé pour la première fois en novembre 1882 par le républicain Waldeck-Rousseau. Le premier acte est la publication d'un article intitulé « Délégués mineurs » dans *La Dépêche*, le 19 mars 1887 :

> « La terrible catastrophe de Saint-Étienne {*1er mars 1887 : explosion au puits Chatelus, compagnie de Beaubrun : 69 morts*} a décidé la Chambre à mettre en tête de son ordre du jour la loi sur les délégués mineurs. (…) En voici l'essentiel : il importe tout d'abord de prévenir le plus possible les accidents. La mine doit donc être visitée non seulement par les représentants des compagnies ou de l'État, ingénieurs ou gardes-mines, mais par les représentants directs des ouvriers ; quand ce surcroît de précaution n'empêcherait qu'un accident sur mille, il est amplement justifié. Quand une fois l'accident s'est produit, il faut qu'une constatation immédiate et impartiale fasse la part des responsabilités. Le délégué mineur rédigera son procès-verbal avant que les compagnies aient pu modifier l'état des lieux (…). Les délégués mineurs seront élus par leurs camarades au suffrage universel, pour trois ans et rééligibles (…). »
> {*Toutefois, le danger*} c'est de faire échouer cette institution, faute de la doter dès le début des organes nécessaires. Que les premiers délégués, trop ignorants ou trop dépendants {*des compagnies*} soient enveloppés dans un soupçon de servilité ou dans le ridicule de constatations mal faites, et la délégation même disparaît, et vous ôtez aux travailleurs cette fierté qu'ils auraient eue à se sentir un peu gardés par eux-mêmes, et vous aurez accru au fond de la mine le découragement et l'obscurité. **Il n'est pas bon de désapprendre à la démocratie laborieuse l'estime de soi et la confiance en soi** (…).
> Il y a quelques jours encore, près de cent hommes disparaissaient à Saint-Étienne dans un éboulement. Si nous chicanons à ces vaillants qui risquent tous les jours leur vie, les moyens de la protéger tels qu'ils les

comprennent, tels qu'ils les jugent efficaces, ne pourront-ils pas rejeter sur nous une part des lamentables catastrophes dont ils sont comme enveloppés[18] ? »

Peu après, le 1er juillet 1887, il intervient à la Chambre des députés, où il livre un discours de défense de la loi. On y comprend sa conception de la fonction des délégués mineurs – c'est-à-dire une conception surdéterminée par son engagement républicain (et non encore *socialiste*). Ce qui l'intéresse dans cette institution, c'est sa dimension *démocratique*. Il s'agit d'instaurer dans l'ordre industriel des capacités de suffrage et de représentation identiques à celles que la Révolution française, et les révolutions ultérieures, ont permis d'obtenir dans le domaine politique. En effet :

> « Messieurs, je voudrais arriver maintenant aux objections principales qui ont été élevées contre notre système. On nous a dit : si vous créez ainsi une sorte de fonction assez bien rétribuée, cette fonction sera l'objet, entre les ouvriers, des compétitions les plus ardentes. Le suffrage universel des mineurs nommera non pas le plus dignes et les plus capables, mais les plus violents et les plus bavards. Je répondrai d'un seul mot. Si vous faites une loi de méfiance, vous avez raison de parler ainsi. Si au contraire vous faites une loi de confiance, laissez-nous avoir confiance que, de même que le suffrage universel sait choisir ses représentants, ce que j'appellerai le **suffrage universel économique** saura aussi choisir les siens. Comment faites-vous l'éducation politique du suffrage universel ? En ayant confiance en lui dans l'ordre politique. Comment ferez-vous l'éducation économique du suffrage universel ? En ayant confiance en lui dans l'ordre économique. »

Toutefois, en septembre 1889, Jaurès est battu aux législatives à Castres, ce qui l'empêche d'intervenir dans la phase finale d'adoption de la loi[19]. Mais il n'en livre pas moins deux articles qui soulignent le caractère extrêmement innovant de l'institution. Ainsi, dans « Les délégués mineurs » (*La Dépêche*, 30 janvier 1890), il écrit :

> « La loi sur les délégués mineurs (…) va revenir en discussion. (…) On sait de quoi il s'agit. Il arrive fréquemment, dans les mines, de graves accidents ; or, la sécurité du travail est-elle assurée autant qu'elle peut l'être ? Évidemment, les compagnies ont intérêt à prévenir les accidents ; mais elles ont intérêt aussi à exploiter le plus économiquement possible, et il leur arrive quelquefois, tout en prenant en gros les précautions nécessaires, de n'avoir pas cette minutie, cette ferveur de précautions qui va au-devant des plus petites chances de danger. Les ingénieur des mines, chargés par l'État du contrôle, ont un rayon de surveillance très étendu (…). Leur surveillance ne peut pas descendre au détail, et ici, le détail importe beaucoup.
> En fait, tout le monde reconnaît que, dans les accidents qui se produisent et dont la plupart sont au-dessus de la prévoyance humaine, il y a un tant pour cent qui est dû à la négligence des exploitants et qui aurait pu être évité. Dès lors, on a songé que ce complément de contrôle pourrait être utilement confié à des ouvriers mineurs ou à d'anciens ouvriers mineurs choisis par leurs camarades.
> Ces délégués connaissent bien la mine ; ils y travaillent ou y ont travaillé ; ils en connaissent le mode d'exploitation, les dangers spéciaux ; ils n'auraient aucune autorité directe ; ils ne pourraient pas donner des ordres (…) mais, à chacune de leurs visites, ils noteraient sur un registre les observations précises faites par eux, les dangers possibles, l'insuffisance de tels ou tels appuis dans une galerie, la faiblesse de l'aération dans telle partie grisouteuse, etc. Ce registre serait communiqué aux exploitants et aux ingénieurs de l'État, et il servirait ainsi à exciter la vigilance des compagnies en précisant les responsabilités. (…)
> **Cette réforme est considérable, elle a une grande portée morale et sociale, elle inaugure la représentation des travailleurs dans l'ordre économique, leur intervention discrète, mesurée, mais ouverte, dans le jeu de l'immense mécanisme industriel[20]. »**

Il y a là une portée symbolique et politique, puisque la *démocratie* fait son entrée dans l'industrie, puisque l'on reconnaît l'*égalité des intelligences* entre ouvriers et patrons, puisque l'on reconnaît enfin le droit à la *représentation du personnel*.

Mais il y a aussi, et surtout, une dimension *scientifique* : grâce à la loi sur les délégués mineurs, c'est l'*expertise profane* des ouvriers en matière de sécurité qui est enfin reconnue. De ce fait, l'idéal de *démocratie industrielle* se marie à l'idéal de *démocratie technique*, qui implique que les rapports de classe soient aussi traversés par la *controverse technoscientifique*, et que les ouvriers

18 « Délégués mineurs », *La Dépêche*, 19 mars 1887.

19 Malgré une Intervention à la Chambre le 24 mai 1889.

20 L'autre article est : « Dans la mine », *La Dépêche*, 13 août 1890.

puissent contribuer à l'élaboration de leur propre sécurité – en contestant au besoin l'expertise autorisée, instituée, des ingénieurs.

Est-ce à dire que les ouvriers peuvent prévenir les catastrophes industrielles ? Peut-être pas, mais ils sont appelés à jouer un rôle en ce sens, comme le dit Jaurès en 1913 après un accident de train à Melun :

> « Dans le formidable jeu des mécanismes modernes, où la moindre négligence, où la moindre erreur peut avoir des conséquences si funestes, il est bon que toutes les énergies et toutes les intelligences puissent concourir à la prévention du danger. La science même la plus haute et la plus prévoyante a besoin d'être soutenue par l'expérience et les conseils indépendants des travailleurs organisés[21]. ».

Or, c'est là un legs fondamental de Jaurès. Le principe de **contre-expertise ouvrière des risques industriels** entérinée par la loi de 1890, et implicitement par l'action parlementaire de Jaurès, réapparaîtra dans les années 1960-1970 au moment où le mouvement ouvrier croisera les préoccupations écologiques. Pour mener des enquêtes autonomes, indépendantes, sur les risques, la pollution, la nocivité, on s'appuiera essentiellement sur l'*expertise profane* des ouvriers, sur leurs enquêtes de terrain, sur leur épidémiologie profane. Ça sera par exemple le cas dans la région des hauts fourneaux de Sydney au Canada, à Porto Marghera en Italie, à Lyon dans le couloir de la chimie (avec la CFDT par exemple), ou encore à Salsigne, dans la mine d'or et d'arsenic.

Est-ce pour autant que les ouvriers auraient pu empêcher, ou *a minima* limiter, l'impact industriel sur la crise environnementale globale ? La question reste ouverte…

21 « Catastrophe et organisation », *L'Humanité*, 7 novembre 1913.